

Saint-Denis, le 20 mars 2025

ARRÊTÉ N° 2025 - 499 /SG/SCOPP/BCPE

**modifiant l'arrêté préfectoral n°2023-1814/SG/SCOPP/BCPE du 29 août 2023 autorisant
la société BRASSERIES DE BOURBON à exploiter une brasserie et une limonaderie
sur le territoire de la commune du Saint-Denis**

LE PRÉFET DE LA RÉUNION
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

- VU** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.181-14, R.181-45, R. 512-46-5 et R.512-46-22 ;
- VU** le décret du 22 août 2023 portant nomination de M. Laurent LENOBLE, sous-préfet, en qualité de secrétaire général de la préfecture de La réunion, sous-préfet de Saint-Denis ;
- VU** le décret du 31 octobre 2024 portant nomination de M. Patrice LATRON, en qualité de préfet de la région Réunion, préfet de La Réunion ;
- VU** l'arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 99-937/SG/DICV/3 du 10 mai 1999 autorisant la société BRASSERIES DE BOURBON à exploiter une brasserie et une limonaderie sur le territoire de la commune de Saint-Denis ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2023-1814/SG/SCOPP/BCPE du 29 août 2023 portant autorisation environnementale pour la régularisation de l'exploitation d'une brasserie et d'une limonaderie exploitée par la société BRASSERIES DE BOURBON sur le territoire de la commune de Saint-Denis ;
- VU** l'arrêté n° 2613 du 09 décembre 2024 portant délégation de signature pour l'activité générale et l'ordonnancement des dépenses et recettes à M. Laurent LENOBLE, secrétaire général de la préfecture de La Réunion, et à ses collaborateurs ;
- VU** la demande d'aménagement de prescription portée à la connaissance du préfet par la société BRASSERIES DE BOURBON le 30 novembre 2023 et complétée le 20 novembre 2024 portant sur la dérogation à l'article 12 point II de l'arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** la demande d'avis du SDIS du 04 décembre 2024 sur la dérogation à l'article 12 point II de l'arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'absence d'avis émis par le SDIS ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 24 janvier 2025 et référencé SPREI/UTNE/7100088/CGa/2025-0111 ;

VU le courrier adressé à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

VU l'absence d'observations de la société BRASSERIES DE BOURBON sur le projet d'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que la demande de dérogation susvisée portée à la connaissance du préfet le 30 novembre 2023 et complétée le 20 novembre 2024 justifie que les dispositions techniques existantes en matière d'évacuation des fumées permettent de garantir un niveau équivalent de maîtrise du risque incendie à celui demandé par l'article 12 point II de l'arrêté du 27 décembre 2013 susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'au regard des arguments avancés par l'exploitant, il y a eu lieu d'accorder la possibilité de déroger à l'article 12-II de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2023 susvisé ,

CONSIDÉRANT néanmoins qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires afin de s'assurer de l'efficacité de l'évacuation du personnel présent dans le bâtiment limonaderie ;

APRÈS communication, au pétitionnaire, du projet d'arrêté statuant en vue d'adapter l'encadrement réglementaire du site suite à ces modifications ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 – OBJET

La Société BRASSERIES DE BOURBON, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé Quai Ouest au lieu-dit Bas de la Rivière sur la commune de Saint-Denis, qui est autorisée à exploiter à la même adresse des installations de brasserie et de limonaderie, est tenue de respecter les dispositions des articles suivants.

Article 2 – AMÉNAGEMENT DE PRESCRIPTIONS

Il est rajouté le paragraphe suivant à la fin de l'article 4.5.1 de l'arrêté préfectoral n°2023-1814 du 29 août 2023 :

« Par dérogation à l'article 12-II de l'arrêté ministériel du 27/12/2013 susvisé, les prescriptions relatives au désenfumage, ne s'appliquent pas au bâtiment limonaderie. Le bâtiment limonaderie est cependant équipé d'un dispositif naturel de désenfumage par exutoires avec ventelles fixes en partie haute de la toiture cintrée du bâtiment. Ces ventelles sont laissées en permanence ouverte et sont dépoussiérées tant que de besoin. »

Article 3 – EXERCICE PERIODIQUE D'ÉVACUATION DU PERSONNEL

L'exploitant réalise périodiquement, a minima semestriellement, un exercice d'évacuation du personnel présent dans le bâtiment limonaderie.

Ces exercices font l'objet d'un compte-rendu formalisé et les actions d'amélioration y sont tracées. Ce compte-rendu précise notamment la durée d'évacuation du personnel présent au sein du bâtiment limonaderie.

Article 4 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5 – MESURES DE PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie de l'arrêté préfectoral complémentaire est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application des dispositions inscrites au Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément au Code de justice administrative, elle peut être déférée au tribunal administratif de La Réunion :

- 1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- 2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet « www.telerecours.fr ».

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 7 – OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

Article 8 – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Copie du présent arrêté est adressée à :

- Mme la maire de la commune de Saint-Denis;
- M. le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) - service de prévention des risques et environnement industriels (SPREI).

Pour le préfet et par délégation
le secrétaire général

Laurent LENOBLE